

CONV 641/03

CERCLE I 14

NOTE

du:	Secrétariat
à la:	Convention
Objet:	Cercle de discussion sur la Cour de justice

1. Le 17 mars, le cercle de discussion, présidé par M. Vitorino, a terminé ses travaux et s'est mis d'accord sur le texte de son rapport final (CONV 636/03) traitant des questions évoquées dans son mandat (CONV 636/03, annexe).
2. Les membres du cercle ont toutefois aussi souhaité se pencher sur des questions liées à une éventuelle compétence de la Cour de justice dans le domaine de la PESC. À cet effet, le cercle tiendra une réunion supplémentaire le vendredi 4 avril 2003 (de 14 h 30 à 16 h 30) dans les locaux du Parlement européen. M. Vitorino a invité tous les membres de la Convention intéressés par ces questions à participer à la réunion du cercle de discussion. Les débats porteront essentiellement sur les options présentées dans le document de travail WD 10, qui figure en annexe.

LA CONVENTION EUROPEENNE
LE SECRETARIAT

Bruxelles, le 12 mars 2003
(OR. fr)

CERCLE I

Working Document 10

NOTE

du	Secrétariat
au	Cercle de discussion sur la Cour de justice
Objet :	Le contrôle juridictionnel portant sur la politique étrangère et de sécurité commune

I. Situation actuelle

En vertu de l'article 46 du traité sur l'Union européenne, la Cour n'est pas compétente pour connaître des recours contre des actes dans le domaine de la PESC, en ce compris les actes portant conclusion d'accords internationaux dans ce domaine. Ces actes ne sont dès lors pas susceptibles d'être annulés par la Cour en vertu de l'article 230 du traité CE.

Cependant, l'article 47 TUE prévoit qu'aucune disposition du TUE n'affecte les dispositions du traité CE. Selon l'article 46 TUE, les dispositions du traité CE relatives à la compétence de la Cour et à l'exercice de cette compétence s'appliquent à l'article 47 du traité sur l'Union européenne. La Cour est donc compétente pour vérifier que les actes portant conclusion des accords en matière PESC n'empiètent pas sur les compétences que les dispositions du traité CE attribuent à la Communauté¹.

¹ Arrêt de la Cour du 12 mai 1998 "transit aéroportuaire", Commission c/ Conseil, affaire C-170/96, Rec., p. I-2763.

Lorsqu'une action dans le domaine de la PESC prévoit des sanctions économiques à l'égard d'un pays tiers, des mesures de mise en œuvre au niveau de la Communauté sont nécessaires; elles sont prises sur la base des articles 60 et 301 du TCE . Lorsqu'il s'agit de sanctions économiques à l'égard des particuliers l'on a recours à l'article 308 du TCE. Néanmoins, le Conseil a interprété de façon extensive les articles 60 et 301, en les utilisant comme base juridique pour arrêter des sanctions à l'égard de personnes ou associations qui exerçaient en fait le contrôle d'un pays ou d'une partie d'un pays. La Cour exerce son contrôle juridictionnel pour ce qui est de tous ces actes de mise en œuvre conformément au TCE.

II. Pistes de réflexion

1. Pour ce qui est du contrôle juridictionnel par la Cour de Justice dans le domaine de la PESC en général et des accords internationaux en particulier, la première option possible est celle de maintenir la situation actuelle telle que décrite sous I. Dans le cadre de cette option, l'on pourrait envisager une modification du libellé des articles 60 et 301 du TCE afin de prévoir explicitement la possibilité d'adopter des sanctions économiques à l'égard des particuliers sur la base de ces deux dispositions.
2. Une première option d'extension de la compétence de la Cour consisterait à donner aux Tribunaux nationaux la possibilité d'utiliser la procédure préjudicielle en interprétation devant la Cour de Justice lorsqu'ils se voient confrontés à des questions portant sur la mise en œuvre par les Etats membres des décisions dans le domaine de la PESC qui requièrent une mise en œuvre à niveau national.
3. Dans la partie 1 on a déjà expliqué que les sanctions économiques à l'égard des particuliers sont déjà assujetties au contrôle juridictionnel de la Cour. Si on souhaitait élargir cette possibilité de recours aux décisions PESC pouvant affecter des personnes, autrement qu'au plan économique, on devrait réfléchir à la possibilité d'ouvrir la possibilité de recours devant la Cour de justice aux particuliers :
 - soit en annulation des décisions PESC qui les concernent directement et individuellement (p.ex. interdiction de visas)

- soit uniquement en dommages-intérêts fondés sur l'illégalité de l'acte mais sans que la Cour ait le droit d'annuler l'acte en question ni de le déclarer inapplicable,
4. D'autres options visant à étendre de manière substantielle la compétence de la Cour sont envisageables mais sont susceptibles de modifier l'équilibre institutionnel dans le domaine de la PESC. Il s'agirait notamment de :
- donner le droit aux Institutions et aux Etats membres de saisir la Cour en vue de l'annulation des décisions dans le domaine de la PESC lorsqu'elles seraient prises en violation de la Constitution ou d'une norme de droit international à laquelle l'Union ou tous les Etats membres ont consentis d'être liés,
 - élargir la compétence de la Cour au domaine PESC dans les mêmes conditions que dans les domaines couverts à l'heure actuelle par le traité CE.
5. L'ensemble des options d'extension de compétence de la Cour visées aux paragraphes 2 à 4 peuvent avoir une incidence sur la nature de la PESC; elles doivent sans doute être discutées par la Convention lors de sa discussion sur la PESC.
6. Quant à l'avis préalable prévu à l'article 300, paragraphe 6 TCE, on pourrait envisager la possibilité d'introduire dans le traité la possibilité pour une Institution ou un Etat membre de demander un tel avis visant à faire examiner par la Cour de justice la compatibilité avec les dispositions de la Constitution d'un accord international envisagé relevant de la PESC.
- =====